

## Étape 2 : prioriser les impacts

Lorsque vous disposez d'une liste complète des impacts, vous devez sélectionner celui sur lequel vous allez vous concentrer. La méthode choisie pour prioriser les impacts dépend de votre contexte et de vos besoins. Nous insistons sur le fait que le FBP est un système qui peut contribuer à prévenir ou à réduire certains risques de catastrophe (qui n'ont pas été atténués ou gérés par des efforts de réduction des risques de catastrophe à long terme), il n'est cependant pas en mesure de prendre en charge tous les impacts de catastrophe. Il est donc indispensable de prioriser les impacts probables d'une catastrophe pour concevoir des protocoles d'action précoce réalistes et efficaces.

Vous pouvez par exemple prioriser un impact en fonction des souffrances endurées par les populations vulnérables, d'un impact économique global, des priorités des parties prenantes (priorités du gestionnaire de catastrophes, de la SN, de la communauté, etc.), des capacités et de l'expertise organisationnelles, etc., après avoir éventuellement pris en compte les critères de sélection pour les actions précoces présentés à l'Étape 4. Chacune de ces méthodes implique des opportunités, des compromis et des difficultés (voir Conseils pratiques 7 et 8), les mélanger semble constituer l'option la plus appropriée. Les méthodes expliquées dans les lignes qui précèdent (résumées dans la liste ci-dessous) peuvent aider votre équipe à prioriser un impact de catastrophe :

- Méthode A : passage en revue des données historiques (et actuelles)
- Méthode B : analyse de la littérature
- Méthode C : entretiens semi-structurés avec des interlocuteur·rice·s clés
- Méthode D : groupes de discussion
- Méthode E : visites dans les communautés (après une catastrophe)
- Méthode F : séances de travail avec les parties prenantes

### Méthode G : enquêtes (Knowledge, Attitudes and Practices, etc.)

Contrairement aux entretiens et aux groupes de discussion qui livrent des informations qualitatives, des enquêtes peuvent permettre à votre équipe d'obtenir des données quantifiables et d'entrer en contact avec un grand nombre de répondant·e·s. Elles peuvent se révéler utiles pour demander à des personnes de prioriser des impacts et des actions précoces pour votre PAP. Cette enquête a été menée au Mozambique dans le but de prioriser les impacts des inondations et des cyclones.



#### **Cinquième série de conseils pratiques : données primaires qualitatives (entretiens ou groupes de discussion) et données primaires quantitatives (enquêtes)**

Les données primaires sont des données que vous collectez pour vous-mêmes plutôt que d'aller

les chercher dans des sources ou bases de données existantes. Pour choisir une méthode ou des outils de collecte de données, réfléchissez au type d'informations dont vous avez besoin, aux raisons pour lesquelles vous en avez besoin et à la meilleure source pour les obtenir. S'il peut être tentant de quantifier les impacts des catastrophes passées au moyen d'une enquête, demander à des personnes de se rappeler les conséquences d'événements passés ne fournira probablement pas d'informations quantitatives, sauf si vous le faites directement après un événement.

Sans compter que vous devrez probablement consacrer énormément de temps et de ressources à la collecte de données parmi un échantillon représentatif de personnes, en fonction bien sûr de l'échelle de l'intervention envisagée. Dans de tels cas, des données qualitatives sur les impacts passés donneront probablement des informations plus détaillées sur les problèmes que les catastrophes posent aux communautés et les raisons de ces problèmes. Les personnes interrogées se rappelleront probablement mieux ce qu'elles ont fait et la façon dont elles ont vécu l'événement que le nombre d'hectares de culture qu'elles ont perdu. Vous trouverez peut-être dans les statistiques gouvernementales (source secondaire) des données quantitatives qui viendront étayer ces témoignages qualitatifs.

En fonction du public et de l'échantillonnage requis, les enquêtes peuvent par contre servir pour un classement ou pour obtenir les réponses d'un échantillon de taille relativement grande. Au Vietnam, l'équipe a par exemple eu recours à une enquête Knowledge, Attitudes, and Practices pour savoir comment les populations vulnérables vivaient les vagues de chaleur. Cette équipe travaillait sur un périmètre restreint (quelques quartiers de Hanoï), elle a donc pu collecter une grande quantité de données pertinentes en un court laps de temps.

Une réflexion sur le degré de détail dont vous avez besoin (dont des informations sur la causalité), sur les personnes auprès desquelles les obtenir (échelle) et sur le degré de fiabilité de ces informations (les personnes interrogées peuvent-elles se rappeler les événements sur lesquels vous posez des questions ?) peut vous aider à identifier les méthodes qui conviennent le mieux dans votre contexte.

Les ensembles de données de gouvernements et institutions sur les pertes et dégâts qu'entraîne une catastrophe sont susceptibles d'amélioration, tout le monde le sait. Des efforts de plaidoyer et une assistance technique aux agences gouvernementales et autres institutions chargées de compiler les informations sur les impacts de catastrophe s'imposent pour optimiser notre capacité à identifier

des actions précoces efficaces et à concevoir de meilleurs déclencheurs (voir le [chapitre Déclencheur](#) pour d'autres détails).



## **Sixième série de conseils pratiques : difficultés dans la priorisation des impacts – vérification et pondération des perceptions des parties prenantes**

Les informateur·rice·s clés possèdent une connaissance précieuse de leurs contextes, mais ces personnes peuvent aussi avoir des croyances basées sur des informations erronées ou faire des suppositions sur les relations de cause à effet et la gravité des impacts qui ne sont pas validées par des données systématiques. L'absence de données n'implique pas nécessairement que ces observations sont fausses, mais il est préférable de considérer ces suppositions d'un œil critique et de les comparer à des données secondaires lorsque c'est possible.

Un grand nombre d'organisations humanitaires et de gestionnaires de catastrophes vont par exemple faire passer la réduction des pertes en vies humaines avant d'autres impacts. Mais il se peut que l'événement concerné provoque en moyenne très peu de décès. Des alertes précoces peuvent suffire à réduire la mortalité, mais les décès restants sont parfois difficiles à prévoir et à prévenir. Dans ce cas, la décision d'utiliser les fonds d'une action précoce pour empêcher des pertes humaines immédiates peut être judicieuse, mais elle doit à tout le moins s'appuyer sur une évaluation critique des taux de mortalité et la probabilité de faire une différence plutôt que sur le seul souhait émotionnel ou politique d'éviter des décès. Des données relatives aux personnes qui décèdent et aux causes de mortalité permettent de vérifier s'il est possible de cibler efficacement cet impact au moyen d'une action précoce.

Dans un autre exemple, les parties prenantes peuvent penser qu'une inondation provoque une augmentation des cas de maladies (comme le choléra), ce qui entraîne d'autres privations, notamment des pertes de revenus ou une déscolarisation.

Les statistiques nationales en matière de santé peuvent néanmoins indiquer que les ensembles de cas et les taux de mortalité ne varient pas ou ont un lien plus étroit avec d'autres facteurs. Il se peut bien sûr que ces données soient incomplètes ; il n'en reste pas moins qu'elles doivent être soumises aux parties prenantes et être prises en compte au même titre que leurs perceptions pour choisir les impacts qui seront pris en charge et les actions précoces qui seront mises en œuvre.

Si les priorités des parties prenantes sont en contradiction avec les éléments probants, il faut peut-être essayer d'influencer ces priorités. Mais si les données contradictoires manquent, qu'elles paraissent peu fiables ou ne sont pas immédiatement disponibles, il faudra probablement se reposer plus fortement sur les données qualitatives et les perceptions des parties prenantes.